

Guerre en Ukraine: les calculs de la Chine

La guerre en Ukraine place la Chine face à des choix difficiles. Malgré les risques que cela représente, elle reste attachée à son partenariat avec la Russie. Pékin veille à ne pas apporter à Moscou un soutien trop lourd de conséquences, en l'aidant par exemple à échapper aux sanctions, mais continuera probablement à l'appuyer dans son discours et à résister aux appels à contenir ses élans.

Par Brian G. Carlson

La guerre en Ukraine constituera un test important pour la relation entre la Chine et la Russie. Ces dernières années, une volonté commune de réviser l'ordre international et de limiter la puissance des États-Unis a rapproché les deux pays. La Russie a mis de côté ses inquiétudes quant à la menace que pourrait constituer la Chine, comptant sur le fait que l'essor chinois détournerait les États-Unis de l'Europe et lui laisserait ainsi une plus grande marge de manœuvre. De même, la Chine voit des bénéfices dans l'antagonisme entre la Russie et l'Occident, qui évite aux États-Unis de trop s'axer sur la puissance et les ambitions croissantes de Pékin en Asie et au-delà.

Malgré les avantages que peut offrir à la Chine une posture offensive de la Russie vis-à-vis de l'Europe et de l'Occident, la guerre en Ukraine place Pékin dans une position difficile. L'agression flagrante de la Russie envers l'Ukraine, pays avec lequel la Chine entretient depuis longtemps des relations amicales, va clairement à l'encontre des principes de politique étrangère de Pékin, notamment l'inviolabilité de la souveraineté des États et l'intégrité territoriale. Le partenariat étroit de la Chine avec la Russie, dont les actes font l'objet d'une large condamnation à travers le monde, pourrait entacher sa réputation et accentuer l'hostilité internationale à son encontre. En outre, les liens économiques entre les deux pays pourraient exposer la Chine à des sanctions



Le président russe Vladimir Poutine et le président chinois Xi Jinping lors d'un sommet à Pékin le 4 février 2022. *Sputnik Photo Agency / Reuters*

secondaires. Compte tenu des risques associés à un maintien du soutien à la Russie, différents acteurs, y compris certains détracteurs chinois, ont appelé à ce que la Chine prenne ses distances vis-à-vis de ce partenaire de plus en plus erratique.

Malgré tout, il est peu probable que le président chinois Xi Jinping et les hauts dirigeants du pays abandonnent la Russie. Pour la Chine, le pire scénario serait une

défaite de la Russie en Ukraine et la chute du régime du président Vladimir Poutine. Une telle issue pourrait porter à la tête de la Russie un nouveau gouvernement moins favorable à la Chine.

La Chine a plusieurs avantages à conserver des relations amicales avec la Russie. Elle profite ainsi d'un arrière stratégique sûr, de l'appui d'un partenaire partageant les mêmes vues et d'un accès aux armes et aux

ressources énergétiques russes. La Chine s'attend à ce que la concurrence stratégique avec les États-Unis s'intensifie au cours des prochaines années. Dans ce contexte, les dirigeants chinois ne voient guère l'utilité d'aider les États-Unis à contenir la Russie. La Chine hésitera sans doute à prendre des mesures qui pourraient nuire à son image internationale et à ses intérêts économiques, telles que fournir des armes à la

La Chine n'a ni approuvé, ni condamné l'invasion russe.

Russie ou l'aider à échapper aux sanctions. Néanmoins, elle restera certainement attachée au maintien d'un partenariat précieux à ses yeux.

Détacher la cloche du tigre

Les actions de la Chine avant et après l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont montré la volonté de Pékin d'apporter un soutien diplomatique à Moscou, tout en évitant de prendre des initiatives contraires aux intérêts chinois. Le résultat est un difficile exercice d'équilibriste. Juste avant l'invasion russe du 24 février, des responsables américains auraient transmis à leurs homologues chinois des renseignements annonçant l'offensive et les auraient exhortés à faire pression sur la Russie pour qu'elle renonce à son projet. Or, les responsables chinois n'ont pas tenu compte de ces mises en garde.

Début février, Poutine s'est rendu à Pékin où il s'est entretenu avec Xi Jinping en marge de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver. Dans un communiqué commun publié le 4 février, ils ont déclaré que l'amitié entre leurs pays était «sans limites» et qu'il n'y avait aucune «zone interdite» dans leur coopération. La Chine et la Russie ont exprimé leur solidarité sur toute une série de sujets, notamment les questions de sécurité en Europe et en Asie. Le document ne faisait aucune mention de l'Ukraine. Selon certaines sources, il se peut que Xi Jinping et les autres responsables chinois n'aient pas eu pleinement conscience des projets d'invasion à grande échelle de la Russie. De fait, la Chine n'avait pas prévu d'évacuer ses ressortissants de Kyiv et d'autres villes d'Ukraine avant le début de l'offensive. Le communiqué commun montre toutefois que la Chine soutient la position de la Russie à propos de la sécurité en Europe, y compris son opposition à tout nouvel élargissement de l'OTAN. Selon des informations des services de renseignement américains rapportées par les médias, la Chine aurait deman-

dé à la Russie d'attendre la fin des Jeux olympiques pour lancer ses opérations militaires en Ukraine.

Dans les jours qui ont précédé et suivi l'invasion, la Chine a plaidé en faveur d'une résolution diplomatique de la crise. Le 19 février, lors de son intervention par visioconférence dans le cadre de la Conférence de Munich sur la sécurité, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a appelé à un règlement diplomatique fondé sur les accords de Minsk. Il a également réaffirmé l'attachement de la Chine à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de tous les pays, en précisant que l'Ukraine ne faisait pas exception. Le lendemain de l'invasion, Xi Jinping s'est entretenu par téléphone avec Vladimir Poutine et l'a exhorté à mettre rapidement fin à la guerre et à trouver une solution diplomatique.

Pourtant, malgré la multiplication des critiques internationales et l'appel au secours de l'Ukraine, la Chine n'a pris aucune mesure visible pour faire pression sur la Russie. Elle n'a ni approuvé, ni condamné l'invasion russe. En réalité, elle a même refusé de qualifier l'attaque d'invasion. Au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations Unies, la Chine s'est abstenue de voter les résolutions condamnant les actes de la Russie. Elle a également critiqué les sanctions internationales radicales imposées à la Russie. Le 7 mars, lors de la session annuelle de l'organe législatif national de la Chine, Wang Yi a affirmé que l'amitié entre les peuples chinois et russe était «solide comme le roc».

Quelques jours plus tard, citant des responsables de l'administration américaine, des médias occidentaux ont rapporté que la Russie avait demandé des armes et une aide économique à la Chine – information démentie par les deux intéressées. Les États-Unis ont averti la Chine que toute aide à la Russie l'exposerait à de sévères sanctions. Le 18 mars, lors d'un entretien téléphonique avec le président américain Joe Biden, Xi Jinping a résisté aux appels à faire pression sur la Russie et a rejeté la responsabilité de la crise sur les États-Unis, citant un proverbe chinois: «Celui qui a attaché la cloche au cou du tigre doit l'enlever.» Lors du sommet Chine-UE organisé en visioconférence le 1er avril, Xi Jinping a déclaré que la Chine poursuivait la paix, mais à sa manière. Les dirigeants européens ont quitté la réunion avec peu de raisons de croire que la Chine allait contenir la Russie.

En ce qui concerne le soutien matériel, la réponse de la Chine a également été mesurée. Les projets sur lesquels Vladimir Poutine et Xi Jinping se sont entendus lors de leur sommet de début février avancent comme prévu. Les deux pays ont notamment convenu de construire un nouveau gazoduc reliant l'Extrême-Orient russe à la région Nord-Est de la Chine. La Chine a également accepté d'importer du blé en provenance de toutes les régions de Russie. Peu après l'invasion, des sources russes ont toutefois signalé qu'elles ne parvenaient pas à acheter à la Chine des pièces détachées pour des avions civils. Dans le domaine des technologies, la dépendance de la Chine vis-à-vis de l'Occident aurait pu limiter sa volonté de porter assistance à la Russie. Mais selon certaines sources, trois entreprises publiques chinoises du secteur de l'énergie auraient été en pourparlers pour racheter la part de Shell Oil dans le projet de gaz naturel liquéfié Sakhaline II.

La guerre menée par la Russie en Ukraine place la Chine face à des choix importants quant à l'orientation stratégique qu'elle compte adopter. La Chine semble disposée à apporter un soutien diplomatique et rhétorique à la Russie, mais reste prudente sur un soutien matériel qui pourrait avoir de lourdes conséquences pour elle. Une telle approche n'est toutefois pas sans risques.

Risques à rester avec la Russie

La Chine a renforcé ses relations avec la Russie ces dernières années, tout en sachant que le penchant de Moscou pour la prise de risques, parfois à la limite de l'imprudence, finirait potentiellement par lui causer des problèmes. La volonté de la Russie de défier l'Occident et l'ordre international pourrait servir les intérêts de la Chine, mais dans une certaine mesure seulement. Si la Russie avait obtenu une victoire rapide en Ukraine, la Chine aurait pu considérer ce résultat comme acceptable. Mais il est désormais évident que Moscou n'a pas atteint ses objectifs initiaux et que la guerre est appelée à durer. Dans ce contexte, les risques pour la Chine se dessinent de plus en plus clairement.

L'un des dangers est que les actes de la Russie renforcent une opposition internationale dont la Chine pourrait aussi faire les frais. La guerre pourrait ranimer les relations transatlantiques et le leadership des États-Unis au niveau mondial. Elle pourrait également inciter les démocraties à se dresser plus vigoureusement contre les autocraties. Ces évolutions pourraient jeter les bases d'initiatives visant à contrecarrer

la Russie, mais aussi la puissance et les ambitions croissantes de la Chine. L'invasion russe a provoqué une forte réaction en Europe, incitant l'Allemagne et d'autres pays à augmenter leurs dépenses de défense et poussant la Finlande et la Suède à envisager d'intégrer l'OTAN. Les nations occidentales, ainsi que plusieurs grands pays d'Asie et d'autres régions du monde, ont imposé des sanctions économiques radicales à la Russie.

Le monde est loin d'être uni contre la Russie. Ainsi, l'Inde et d'autres pays notables s'abstiennent de toute critique et choisissent de ne pas appliquer de sanctions. L'ampleur de la réaction internationale montre cependant à la Chine ce qui pourrait l'attendre. Pékin en a déjà conscience: il y a deux ans, lorsque la pandémie de COVID-19 a éclaté, une cellule de réflexion du gouvernement chinois a signalé que le pays faisait l'objet d'une hostilité internationale inédite depuis la répression de la place Tiananmen en 1989. Si la Chine venait à prendre trop clairement le parti de la Russie dans la guerre en Ukraine, cela pourrait encore ternir son image auprès du monde.

Un autre risque est que la guerre en Ukraine tourne mal du point de vue de la Chine. Comme évoqué plus haut, l'un des scénarios est celui d'une défaite russe qui pourrait déstabiliser le régime de Poutine, voire entraîner sa chute. Vladimir Poutine et Xi Jinping semblent avoir des liens personnels étroits et des conceptions similaires de la gouvernance nationale et du système international. Ces facteurs jouent un rôle important dans la relation qu'ils ont construite. Un nouveau gouvernement russe pourrait considérer la puissance croissante de la Chine comme une menace que la Russie ne peut plus ignorer. Moscou pourrait alors chercher à améliorer ses relations avec l'Occident pour faire contrepoids à la Chine. Ainsi privée de son arrière stratégique, la Chine risquerait de se trouver encerclée par des pays nourrissant divers degrés d'hostilité à son égard.

D'autres évolutions de la guerre en Ukraine pourraient également présenter des risques pour la Chine. Son soutien pourrait s'avérer de plus en plus intenable si Poutine venait à faire usage d'armes chimiques ou, *a fortiori*, nucléaires. Et si le conflit venait à se transformer en une guerre européenne, au cours de laquelle la Russie pourrait avoir recours à des armes nucléaires contre des pays de l'OTAN, la Chine aurait du mal à rester à l'écart. Ces scénarios apocalyptiques seraient une catastrophe pour toute l'humani-

té, y compris la Chine. Compte tenu de ces sombres considérations, certains commentateurs chinois plaident pour que la Chine retire son soutien à la Russie. Dans une tribune libre publiée mi-mars, qui a largement circulé en Chine avant d'être censurée, Hu Wei, un universitaire de Shanghai, a affirmé que la Chine devait couper les liens avec Poutine avant que sa position soit trop sérieusement compromise.

Avantages à rester avec la Russie

Malgré ces risques, Pékin a des raisons de conserver son soutien à Moscou. Forcée de renoncer à ses objectifs initiaux, c'est-à-dire s'emparer de Kyiv et renverser le gouvernement ukrainien, la Russie a adopté mi-avril une nouvelle stratégie consistant à lancer un assaut soutenu sur la région du Donbass. Si l'issue de la guerre reste hautement incertaine, il semble que Moscou ait une chance d'atteindre au moins une partie de ses objectifs. En guise de règlement, la Russie pourrait obtenir que l'Ukraine accepte la neutralité, abandonne son projet d'adhérer à l'OTAN et reconnaisse l'annexion de la Crimée et l'autonomie des régions de Donetsk et de Louhansk dans le Donbass. Si le conflit s'installe dans la durée, la Russie pourrait finir par atteindre son principal but: empêcher l'Ukraine d'intégrer les institutions occidentales.

En parvenant à une issue globalement favorable de son point de vue, la Russie pourrait conserver son intérêt aux yeux de la Chine. Elle garderait son potentiel de menace pour la sécurité européenne, ce qui attirerait l'attention et les ressources militaires des États-Unis vers l'Europe et les détournerait ainsi de la Chine. La perspective d'une guerre sur deux fronts en Europe et en Asie, qui dépend du maintien d'une armée russe puissante, place les États-Unis face à un dilemme stratégique dont la Chine pourrait tirer parti. Les performances de l'armée russe en Ukraine donnent de bonnes raisons de penser que sa force a été largement surestimée avant la guerre. Mais si la Russie parvient à sauver son offensive en Ukraine et à atteindre certains de ses objectifs, elle continuera à représenter une menace sérieuse pour les pays baltes et d'autres zones du flanc est de l'OTAN.

Même si la Russie rate l'essentiel de ses objectifs en Ukraine, toute autre issue qu'une défaite pure et simple pourrait s'avérer intéressante pour la Chine. Plus la guerre se prolonge et entame les forces économiques

et militaires de la Russie, plus la Chine deviendra un partenaire indispensable. La Chine prendrait alors l'ascendant sur leur relation, reléguant la Russie à une place encore plus secondaire qu'aujourd'hui, ce qui pourrait permettre à la première d'accéder aux armes et aux ressources naturelles de la seconde à des conditions favorables. La Chine pourrait également devenir la puissance dominante en Eurasie, ce qui l'aiderait à concrétiser son projet de nouvelle route de la soie (*Belt and Road Initiative*, BRI). Pour autant, elle ne souhaite pas que la Russie s'affaiblisse au point de perdre son caractère menaçant pour l'Europe.

Outre ces considérations stratégiques, la situation politique intérieure de la Chine incite fortement Xi Jinping à rester aux côtés de la Russie. Lors du 20e Congrès national du Parti communiste chinois, qui se tiendra plus tard dans l'année, Xi Jinping

Certains commentateurs chinois plaident pour que la Chine retire son soutien à la Russie.

sollicitera un troisième mandat de secrétaire général. Selon l'usage récent, il devrait se retirer cette année après avoir accompli deux mandats de cinq ans. Mais Xi Jinping a obtenu en 2018 la suppression de la limite de mandat pour le président, ce qui lui permettrait potentiellement d'occuper le poste à vie. Faire marche arrière et abandonner la Russie avant le congrès équivaudrait à admettre qu'il s'est trompé. Dans un système où le pouvoir est pratiquement aux mains d'un seul homme, un tel aveu pourrait s'avérer dangereux pour son autorité au niveau national.

Répercussions pour la Chine

La guerre en Ukraine oblige la Chine à se poser des questions importantes sur sa relation avec la Russie, mais également sur son orientation stratégique pour les prochaines années. L'une des interrogations majeures est l'impact que pourrait avoir le conflit sur l'attitude de la Chine vis-à-vis de Taïwan. Compte tenu du dilemme des deux fronts auquel les États-Unis sont confrontés, la Chine pourrait profiter de leur focalisation sur l'agression russe pour attaquer Taïwan. L'OTAN a renoncé à utiliser la force militaire contre la Russie en Ukraine, qui n'est pas membre de l'alliance. Mais une guerre potentielle entre l'OTAN et la Russie pourrait pousser ce dilemme à son paroxysme. Pour les dirigeants chinois, la tentation serait alors grande de s'emparer de Taïwan par la force.

À court terme, les échecs militaires de la Russie en Ukraine semblent décourager la Chine de s'attaquer à Taïwan. Les difficultés rencontrées par Moscou pourraient préfigurer celles qui attendent Pékin. Contrairement à la Russie, qui a pu envahir

La guerre en Ukraine oblige la Chine à se poser des questions importantes sur son orientation stratégique pour les prochaines années.

l'Ukraine par la voie terrestre, la Chine devrait organiser un assaut amphibie à travers le détroit de Taïwan, dont la largeur est de 160 kilomètres dans sa plus petite portion. La résistance farouche que les Ukrainiens ont opposée aux forces d'invasion russes et l'efficacité des armes fournies par l'Occident contre les armes russes pourraient donner un aperçu de ce que serait la résistance de Taïwan face à un assaut chinois. L'armée chinoise utilise encore beaucoup de systèmes d'armes russes. Et contrairement à la Russie en Ukraine, la Chine doit tenir compte du fait que les États-Unis pourraient intervenir militairement pour soutenir Taïwan.

Les lourdes sanctions internationales imposées à la Russie sont une autre source de préoccupation pour la Chine, qui pourrait faire face à des mesures de rétorsion économiques similaires si elle venait à s'attaquer à Taïwan ou à commettre d'autres agressions. La Chine pourrait toutefois compter sur la taille de son économie et sur la dépendance des pays occidentaux vis-à-vis de ses marchés et de ses chaînes d'approvisionnement pour limiter les sanctions à son encontre. C'est d'ailleurs ce qui se produit en Russie: la dépendance de l'Europe à l'égard des ressources énergétiques russes freine les sanctions dans ce secteur crucial. Les tentatives de se détacher de l'économie chinoise pourraient s'avérer trop coûteuses pour remporter l'adhésion de l'opinion publique en Occident.

La Chine suivra de près l'évolution de la guerre en Ukraine, bien consciente que son issue aura des répercussions majeures sur son avenir. Certains stratèges occidentaux, notamment des membres de l'administration Biden, voient dans la guerre en Ukraine une occasion de saigner la Russie, tout en montrant à la Chine la détermination de l'Occident. Ils estiment qu'en li-

vrant suffisamment d'armes à l'Ukraine, les pays occidentaux pourraient porter un rude coup aux forces militaires russes, ce qui réduirait considérablement leur potentiel de menace sur le flanc est de l'OTAN. Cela donnerait en même temps à la Chine une leçon d'humilité en lui montrant ce qu'il en coûte de s'attaquer militairement aux amis de l'Occident. L'humiliation des forces russes pourrait également inciter la Chine à revoir à la baisse ses relations avec la Russie. Les décideurs occidentaux doivent peser ces aspects au regard du risque d'escalade, et notamment de la possibilité que Poutine en vienne à utiliser des armes nucléaires. En tenant compte de ces considérations, la Chine pourrait avoir intérêt à s'assurer que la Russie obtienne une issue favorable en Ukraine, plutôt que de se trouver acculée, voire de subir une défaite humiliante.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

Brian G. Carlson est chef de l'équipe «Global Security» au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Fabien Merz
Révision linguistique: Névine Schepers
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

La France et la géopolitique des technologies No 302
Premiers enseignements de la guerre en Ukraine No 301
AUKUS: sous la surface No 300
L'État islamique en 2022 No 299
Comprendre la planification axée sur les capacités No 298
Rançongiciels: approches nationales de protection No 297

© 2022 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000545005